

Le Parapluie de Marianne

Charles Maurras

1948

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

– 2008 –

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

M. Jean-Marie Carré¹, professeur à la Sorbonne, a fait un petit livre, *Les Écrivains français et le Mirage allemand*, qui manquait à nos collections universitaires. Mais il fallait l'écrire exact, impartial et libre, exempt de lacunes scandaleuses. Un tel livre devait être capable de tenir tête aux contradicteurs. Celui-ci est trop vulnérable.

Dès la page IX de la préface, quelle mauvaise querelle cherchée à M^{me} de Staël ! On n'aime pas cette Germaine ni son livre sur la Germanie, mais comment M. Carré veut-il qu'elle ait connu l'Allemagne de 1812 dans un livre qui était écrit en 1810, ainsi qu'il le dit lui-même page 23 ? L'étourderie est forte. Négligence plus forte, il note dans Chateaubriand le commun préjugé qui courait de son temps sur l'honnête Allemagne des pâturages et des labours. Mais M. Carré ne semble pas se douter que l'auteur de *René* fut, en outre, aussi Prussien que Voltaire et qu'il préféra hautement les princes de la maison de Prusse à ceux de la maison de France comme le peuple prussien au peuple français, attribuant à l'ouvrier et à l'ouvrière de Berlin une « *éducation qui manque à nos hommes rustiques* », et cela parce que « *partout où il y a un piano, il n'y a plus de grossièreté* ». Ce beau principe est posé à la fin d'un chapitre du tome IV des *Mémoires d'outre-tombe*.

À propos des Lettres françaises après 1870, M. Jean-Marie Carré associe assez artificiellement les influences de Nisard et de Fustel de Coulanges, comme si elles avaient joué ensemble. Or Nisard est né en 1808, et Fustel en 1830 ; celui-ci devant mourir en 1889, l'autre disparu des discussions bien avant sa mort survenue en 1888. Il n'existait entre eux que des convergences lointaines quant au « préjugé latin contre les Barbares ». Pourquoi tant rajeunir Nisard ou tant vieillir Fustel ? À quelle utilité obscure cela correspond-il, si ce n'est pour diminuer le plus neuf au profit du plus usagé ? M. Carré convient qu'About² avait changé « brusquement » d'avis en 1868 sur cette

¹ Jean-Marie Carré, 1887–1958, auteur de nombreux ouvrages, notamment sur Goethe et Rimbaud, assura la direction de la *Revue de littérature comparée* à partir de 1935. (N.D.É.)

² Edmond About, 1828–1885, n'était pas seulement le romancier qu'on connaît mais aussi un journaliste politique. Bonapartiste sous l'Empire, ce franc-maçon anticlérical était

unité allemande qu'il prêchait en 1860. Eh ! Bismarck avait subventionné About, puis lui avait coupé les vivres, précisément en vue d'irriter le journaliste parisien, afin qu'il poussât à la guerre, telle qu'elle était désirée à Berlin. M. Carré évite de mettre ce point sur cet *i*. Pourquoi ? Il reproche à un de ses confrères, M. Reynaud³, de trop systématiser et d'expliquer des coïncidences par des complots ; mais, lui, il désystématise et même désorganise bien des choses avec un parti pris qui ne peut provenir que d'un autre système, lequel pourrait tenir à un autre complot. L'action des fonds reptiliens, sans être invocable en tout, ne mérite pas qu'on l'élimine de tout. Nous l'avons payée assez cher.

Le nom de Pierre Lasserre⁴ est mentionné par M. Carré, mais non son admirable opuscule *Le Germanisme et l'esprit humain*, ni cette thèse du « Schisme humain » qui qualifie si bien la structure de l'Allemagne moderne. M. Jean-Marie Carré ne se dispense pas de citer plusieurs fois les quatorze *Discours* de Fichte, mais il ne traite pas une seule fois de leur essentiel, qui donne la clef de tout : une volonté de barbarie se superposant au naturel d'un peuple barbare ; où M. Carré ne veut voir que des cas fortuits et discontinus, on distingue, à l'œil nu, depuis 1808, un même courant de narcissisme conscient et voulu dans l'éducation, dans l'opinion, les idées, la culture du peuple allemand. Qu'est-ce donc que nous refuse au juste M. Carré : est-ce l'occasion, est-ce le moyen de comprendre l'histoire qu'il raconte ?

Il connaît fort bien M. Gabriel Monod⁵, il sait l'ignorer à propos. Quand il décrit quel fut le retour à peu près général du patriotisme dans nos Lettres après Sedan, Metz et Francfort, l'élan de nos poètes, de nos historiens, de nos philosophes, de nos savants, il n'inscrit même pas à sa bibliographie la monumentale dérogation que se permit une certaine brochure, *Allemands et Français*, écrite par M. Gabriel Monod pour contester les cruautés de l'occupation prussienne et prendre une offensive plus indécente encore que celle de Gobineau contre le prétendu chauvinisme français ; on y salue avec stupeur ces mots immortels : « *L'Allemagne est la seconde patrie de tous les hommes qui étudient et qui pensent.* » En 1872 !

Mais ce n'est rien ; moins de dix ans plus tard, l'auteur de cette déclaration s'efforçait d'ameuter le monde de nos professeurs d'histoire contre la méthode et la doctrine de Fustel, tant sur le volume de l'influence germanique

très hostile à l'Autriche catholique, et par effet de balancier, favorable à la Prusse. C'est ce qu'il exprime dans son livre *Napoléon III et la Prusse*, paru en 1860. (N.D.É.)

³ Louis-François Maximilien Reynaud, né en 1871, diplomate de carrière. Il publia en 1914 une *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, et en 1922 son symétrique, *L'influence allemande en France aux XVIII^e et XIX^e siècles*. (N.D.É.)

⁴ Voir notre édition de la préface à *La Musique intérieure*, note 100. (N.D.É.)

⁵ Voir notre édition de *Kiel et Tanger*, note 74. (N.D.É.)

dans notre haut moyen âge que sur le farouche nationalisme des historiens allemands de nos jours.

Ce n'est encore rien ; moins de vingt-cinq ans plus tard, le même Monod était devenu l'arbitre de l'agrégation d'histoire dans l'Université républicaine !

Si l'on estime ces choses-là naturelles, si l'on juge que ce fut très bien comme ça, et tout à fait exempt d'intentions et d'interventions suspectes, pourquoi M. Carré n'en souffle-t-il mot ? Cela ne fait-il pas partie d'un certain « mirage allemand » ? Cela n'a-t-il pas dépendu, dans une certaine mesure, des volontés et des directions de l'État français ? Tout s'est passé comme si l'on avait voulu nous germaniser à fond, mais de l'intérieur, mais à l'aide d'un appareil officiel construit expressément à cet usage, sous l'œil attentif d'une administration bien résolue à transgresser son devoir national.

Il n'était pas sans intérêt d'en prendre acte.

Mais il n'était pas sans intérêt non plus de savoir que ce Monod, en train de refouler ainsi l'esprit français et d'aspirer l'esprit allemand, était, de sa personne, un Néo-Français dont les pères et les oncles s'étaient félicité d'avoir prospéré à Paris, sous le premier Empire, sans avoir à servir dans les armées françaises ni à courir le risque d'être changés, disaient-ils, « *en chair à canon* ». Le propos, écrit de leur main, est textuel. M. Carré doit le connaître. Mais il ne le rapporte pas. Veut-il éviter des questions indiscretes ? Craint-il qu'on lui dise qu'une doctrine de la France et de l'Allemagne enseignée par de tels maîtres et sous de telles disciplines pouvait, devait déteindre sur l'esprit des élèves, dans les lycées, collèges, facultés, instituts, payés par l'argent de l'État, mais fourni à l'État par l'épargne ou le travail français ? Ce phénomène, qui nous est montré sans ses racines, s'explique pour peu qu'on suppose qu'il a été produit par un régime ou un parti contre la Patrie.

Les organisateurs du nouvel enseignement (et surtout de la morale indépendante à l'école primaire) ont été, avec M. Monod, MM. Sée⁶ et Buisson⁷. M. Carré n'en discute pas ; il oublie de citer quelqu'un qui est inséparable de ces trois messieurs : il s'appelait Jules Steeg⁸ et était né Prussien. La *Germania mater*⁹ de Victor Hugo était pour Jules Steeg d'une vérité

⁶ Camille-Salomon Sée, 1847–1919, ardent républicain, connu pour avoir ouvert l'enseignement secondaire aux jeunes filles (Loi Sée, adoptée après de longs débats parlementaires le 21 décembre 1880). (N.D.É.)

⁷ Ferdinand Buisson, 1841–1932, disciple de Jules Ferry, fut de tous les combats pour la laïcité et le pacifisme. Fondateur et président de la Ligue des droits de l'homme, il fut aussi président de la Libre pensée et prix Nobel de la paix en 1927. (N.D.É.)

⁸ Jules Steeg, 1836–1898, fut pasteur de 1859 à 1877. Passé du protestantisme à la laïcité militante, il fut la doublure de Ferdinand Buisson. (N.D.É.)

⁹ *Le Rhin* (1842), lettre vingtième : « ... les trois jeunes gens sourirent et le plus âgé s'écria : — *Vivat Gallia Regina!* Je répliquai : — *Vivat Germania mater!* Nous nous saluâmes... » (N.D.É.)

littérale. On se demande ce qu'il y a de plus singulier dans le cas de ce grand manitou de l'Université républicaine, sa naissance prussienne ou le pieux mystère dont M. Carré l'enveloppe. Quand on reprochait à Fustel de Coulanges de construire des systèmes, ce grand esprit répondait qu'il y avait souvent de l'ordre dans les choses et qu'il ne se reconnaissait pas le droit de les remettre en désordre pour les exposer. M. Carré fait mieux. Il les tronque et il les mutile.

Quand il enregistre les nobles désaveux que Charles Andler¹⁰ s'est donnés à lui-même sur ce même sujet des rapports franco-allemands, M. Carré évite de noter d'où vinrent les prémonitions décisives. À leur retour des pays annexés, les étudiants que leur professeur avait induits en erreur rencontrèrent dans la rue, dans les salles de cours, d'autres étudiants, ceux que l'Action française naissante avait formés et armés des idées et des documents rectificateurs. Après s'être battus, ces jeunes gens discutèrent. Le parti officiel fut collé; M. Carré n'est pas disposé à en convenir. Mais la suite des événements intellectuels du Quartier latin se déroula selon le témoignage d'Albert Thihautet; vaincus politiques de l'affaire Dreyfus en 1900, nous étions, en 1913, devenus les vainqueurs intellectuels dans les Facultés et les grandes Écoles. Preuve : il n'a pas été possible à M. Jean-Marie Carré d'échapper à l'évidence accablante du crédit obtenu alors par les justes prévisions de Jacques Bainville. Mais il passe sous silence celles de Léon Daudet, dont *L'Avant Guerre*, titre qui dit tout, a paru deux ans avant 1914; il se tait semblablement sur celui de leurs collaborateurs qui, aux mêmes jours de 1912, annonçait, en expiation des erreurs dreyfusiennes, socialistes et démocratiques sur l'Allemagne, « cinq cent mille jeunes Français couchés froids et sanglants sur leur terre mai défendue¹¹ ». Il y en eut 1 200 000 de plus que ne disait Charles Maurras. Mieux valait cependant se tromper ainsi que de soutenir, comme d'autres, qu'il ne pouvait plus y avoir de guerre avec l'Allemagne, sinon par l'action des buveurs du sang du peuple ou des marchands de canons.

D'où viennent, chez M. Carré, ces abstractions d'évidentes réalités? D'où sa passion de séparer l'effet de la cause? Et cette flegmatique résignation au retour automatique des mêmes maux, malgré le faux semblant de vouloir y parer? Les coups d'estompe répétés sur les erreurs comme sur les services trahissent le même désir de faire épargner le délinquant réel et d'accuser le criminel imaginaire. De savantes confusions sont manifestement destinées à faire oublier des services nationaux supérieurs pour noyer le meilleur dans la cohue du médiocre et même du pire. Un jeu de citations perfide déna-

¹⁰ Charles Andler, 1866–1933, germaniste, professeur au Collège de France, auteur de nombreux ouvrages et traductions, notamment sur Nietzsche. (N.D.É.)

¹¹ Voir *Le Nouveau Kiel et Tanger*, chapitre III, écrit par Maurras en 1912–1913. (N.D.É.)

ture l'histoire des états d'esprit de Barrès. L'auteur du *Culte du Moi* n'eut pas à dépasser « ce point de vue primitif » pour trouver le culte de la patrie, petite et grande. Un témoin qui a connu le Barrès de 1888, quand celui-ci avait 26 ans et qu'il en avait à peine 20, peut assurer M. Carré qu'en dépit de Wagner, de Fichte, de Burdeau¹² et de Wyzewa¹³, l'auteur d'*Un homme libre* avait déjà élaboré et mûri son nationalisme fondamental ; il n'avait donc aucun besoin d'évoluer pour écrire *Le Roman de l'énergie nationale* ; bien plus anciennement, dans *Les Taches d'encre*¹⁴, Barrès pouvait critiquer, avec une dure justice, l'épaisseur, la vulgarité d'un barbouilleur naturaliste s'exprimant sans décence sur un philosophe de l'importance de Kant, il n'était point kantien pour cela ! À la même époque, Barrès raillait les excommunications saugrenues que nos pontifes de collèges lançaient contre Schopenhauer ; c'était pour leur faire vergogne de n'avoir pas su démêler sous l'écorce du Boche la moelle pure de La Rochefoucauld, de Voltaire et de Chamfort. Barrès avait toujours fait preuve de la même lucidité généreuse. Ne l'en croyons pas trop quand il nous conteste l'universalité de la raison. Barrès n'est pas un système. C'est la pensée vive d'une âme et le jet d'un esprit. M. Carré se montre un peu trop satisfait de le croire en défaut. On eût mieux attendu d'un compatriote, car n'est-il pas Lorrain¹⁵ ? J'en voudrais douter.

À plus forte raison M. Carré jubile-t-il de découvrir pour la dénaturer cette phrase de Charles Maurras : « Nous n'avons pas à marcher contre Hitler avec les Soviets, nous n'avons pas à marcher avec Hitler contre les Soviets. » C'est, conclut notre auteur, de la « neutralité bienveillante » pour le dictateur de Berlin ! M. Carré oublie de voir ou de dire pourquoi Maurras écrivait cela ; en mars 1936, nous avions intérêt à nous battre le plus tard possible, faute d'être prêts ; nous étions, ce mois là de cette année-là, sur le point de nous ruer, de par la Loi, la Constitution et la Démocratie, aux plus violentes et aux plus vaines chamailleries électorales, elles nous défendaient d'appliquer ailleurs ni nos forces ni nos faiblesses ; enfin, enfin, moins que jamais, après ce que nous avait coûté l'autre guerre, nous était-il possible de faire des guerres de magnificence, des croisades d'idéologie et de religion, pour le soviétisme ou contre l'hitlérisme ? Il suffisait assurément à M. Carré de trouver en deux lignes isolées quelque indice qui accusât Charles Maurras de complaisance

¹² Voir notre édition de *L'Idée de la décentralisation*, note 83. (N.D.É.)

¹³ Téodor de Wyzewa, 1863–1917, traducteur de Tolstoï et fondateur de la *Revue wagnérienne*. (N.D.É.)

¹⁴ *Les Taches d'encre* est le titre d'une éphémère revue fondée par Maurice Barrès, publiée entre novembre 1884 et février 1885, qu'il avait entrepris de rédiger à peu près seul. (N.D.É.)

¹⁵ En fait, Jean-Marie Carré était Ardennais, d'où son intérêt pour Rimbaud. (N.D.É.)

pour Hitler ! On plaint un écrivain, un pédagogue professionnel, de s'être condamné à ignorer ou à fausser ce dont il parle à son public. Toutefois le fait est, un fait qui se passe d'être autorisé par lui, un fait qui existe sans lui, que l'un des rares, des très rares Français qui se sont inquiétés des tout premiers mouvements d'Hitler, lors de sa première sortie bavaroise en compagnie du quartier-maître-général Ludendorff, a été Charles Maurras, à la suite d'un voyage en Belgique où l'on avait été tenu de très près au courant de ces mouvements ; Maurras alla en aviser tout droit M. Poincaré, alors au quai d'Orsay. Les faits et gestes de Hitler lui causèrent dès lors une espèce d'obsession. Pendant tout l'hiver 1929–1930, Maurras alerta chaque matin l'opinion française contre l'évacuation de Mayence et, en avril 1930, son collaborateur, co-inculpé, co-condamné et co-détenu Maurice Pujo publiait dans *L'Action française* des avis venus de Hollande sur la rapide extension de la propagande hitlérienne et, dix semaines plus tard, après l'évacuation de Mayence (le 30 juin), à peine le canon français cessait-il de menacer la ligne du Main, les élections de la mi-septembre envoyaient cent dix hitlériens au Reichstag qui n'en comptait alors que dix ! Les lecteurs de *L'Action française* étaient les seuls de nos compatriotes qui ne fussent pas stupéfaits de ce résultat. Durant les deux ou trois ans qui suivirent, où M. Blum n'avait pas honte de répéter que la *Sozial-democratie* ne ferait qu'une bouchée de Hitler et de ses nazis (alors en train de gagner les 99% du vote allemand), Maurras et ses collaborateurs redoublaient leurs diagnostics et leurs pronostics sur la crue régulière de l'inondation ; leur seul tort sur ce chapitre aura été, quelle que fût leur claire insistance, de rester, comme en 1912–1914, encore au dessous de ce qui devait arriver. Ce que craignaient Bainville et Maurras était que Hitler ne travaillât pour les Hohenzollern ; ce fut, hélas ! bien pis.

La campagne de *L'Action française* ne cessa pas un jour. Jamais. Sur la prière d'Hitler, la République chère à M. Carré avait prohibé la mise en vente de la traduction de *Mein Kampf*. Inspirée d'un mercantilisme littéraire et artistique assez vil, cette interdiction provoqua les protestations répétées de Maurras au nom du salut public. Avant et après sa phrase de 1936, dont M. Carré abuse sans pudeur, Maurras soutenait que l'on ne pouvait pas laisser notre peuple dans l'ignorance des menaces que lui faisait la Bible nationale-socialiste. Cette ignorance n'en fut pas moins instituée et maintenue par autorité de justice. Le peuple français a été retenu ainsi dans l'ignorance de ce qui s'organisait contre lui ; comment pouvait-il être en garde ? Comment son moral ne s'en fût-il pas senti ?

Quand Maurras recueillit ses principales études « *Devant l'Allemagne éternelle – Chronique d'une résistance* », sa préface de 1937 rappela de quelles horreurs avait été marquée l'occupation de la Roumanie en 1918 et prévint quelles pires horreurs nous destinait Hitler si ses Boches nous occupaient

un jour. L'une des pages y étaient particulièrement violente et vraie quant à l'inhumanité foncière de l'Allemagne. Trois ans plus tard, à la mi-juin 1940, quand *L'Action française* se replia de Paris et fit paraître son journal à Poitiers, où vint la talonner l'avance allemande, Maurras reprenait et republiait cette même page afin de bien spécifier à ses lecteurs qu'il était vain d'espérer aucune condition d'armistice et que tout notre espoir devait se concentrer dans la bataille de notre armée. Telle était la « *neutralité bienveillante* » de Maurras. M. Carré lui doit là-dessus de graves excuses.

Il en doit quelques autres. Depuis la conclusion miraculeuse de l'armistice sauveur, obtenu par le maréchal Pétain, jusqu'aux premières lueurs de la tardive Libération, Maurras a lutté pied à pied, jour par jour, contre tout ce qui était capitulation, « collaborationisme », résignation à la défaite, abandon à l'ennemi et, particulièrement, contre tous ceux qui, au lieu de « *suivre* » le Maréchal, comme ils en avaient le devoir, le « *dépassaient* ». Quatre années durant, Maurras a été la bête noire d'Abetz, de Laval, de Déat, de Doriot ; chacun de ces Proboches l'a assailli quotidiennement d'insultes honorables ou glorieuses, mais, il faut leur rendre cette justice que, à la différence de M. Carré, ils n'offensaient pas la vérité en le qualifiant d'*efficace et constant ennemi* de leur ignoble pacte d'alliance avec l'Allemagne et de l'absurde projet d'une « *Europe à direction allemande* ».

Maurras soutenait une polémique journalière avec le socialiste *Effort*, proboche de Lyon, avec *L'Union* prétendue *française* de la même ville et avec les organes de Doriot à Marseille et à Paris. Ceux-ci lui reprochaient de s'obstiner à placer nos « frontières » sur le Rhin et non sur le Niemen ! En pleine conférence officielle de presse donnée par M. Bonnefoy (le second de Laval), Maurras traitait les occupants de « totos », c'est-à-dire de poux. Il rayait des contrôles de l'Action française les rares transfuges passés au camp collaborateur. Ce n'était point là seulement une banale « *résistance* » à l'Allemagne. Il faisait une *opposition* régulière à visage découvert. Le premier effet en avait été de chasser l'abject Déat de Vichy à l'automne 1940. Son résultat suprême fut, en août 1944, d'agir publiquement sur les déatistes de Lyon pour leur démontrer que le même Déat pouvait être ministre de Laval sans avoir le droit de se réclamer d'aucune confiance du Maréchal. Privé de son journal, Maurras militait encore. Au début de septembre 1944, il contestait les mensonges allemands, quand il sortait de sa cachette et bravait l'arrestation pour révéler à quatre confrères américains le traitement infligé par l'Allemagne au Maréchal et les sentiments vrais du Maréchal sur l'Allemagne. Les dernières actions de Maurras contrecarraient encore une imposture de Hitler. Comme toutes les autres, elles illustraient son hostilité

fondamentale au dictateur allemand comme à la nation allemande. Et c'est en marge de ces états de service que M. Carré ose écrire (Introduction, XIV) :

Dans sa haine de la république, Maurras aveuglé oublia la France, et l'antifascisme des Malraux et des Jean Cassou ralluma en eux la flamme des patriotes de 1793.

Pascal aurait ri de cette fausse fenêtre pour la symétrie. Tout le monde voit sans difficulté qu'elle cache une grossière volonté de diffamation.

Mais comprenons M. Carré. Un patriotisme qui a besoin de l'antifascisme et de l'invasion pour se retrouver lui aurait paru d'une qualité peu sérieuse s'il se fût senti bien difficile en ces matières-là. Il avoue sans le vouloir qu'à la place de Maurras il aurait commis l'action criminelle qu'il impute à Maurras ; la haine du roi lui aurait sans doute fait oublier la France ; homme de parti, il aurait suivi n'importe quel étranger arborant les idées, cocarde et drapeau de son parti. Mais peu informé de ce qu'il raconte, M. Carré ignore que le propre des idées de Maurras est de ne marcher qu'avec son peuple, son armée, son drapeau. Maurras n'a jamais oublié la France en attaquant la République ; il a servi cette dernière toutes les fois, les rares fois, où elle était avec la patrie. Maurras a critiqué ou dénoncé l'Internationale blanche comme une folie aussi absurdemment criminelle que l'Internationale rouge. Quand il y eut des hitlériens de droite, il leur cracha au nez son mépris, son dégoût. Son « Nationalisme intégral » ne s'est jamais démenti. « *La France, la France seule !* » Il n'eut jamais que sa patrie pour *principe*. Car l'usage de ce dernier mot n'a rien d'impropre ; un aussi bon écrivain que Sainte-Beuve a écrit que la patrie française « *était aussi un principe* ».

Des excuses peuvent être exigées de M. Carré sur un troisième point. Prudemment, pour faire absoudre son aveu des incontestables divinations de Bainville, M. Carré considère que « Maurras a empoisonné la France » (p. 179). Entendu ! Disons lui comment. Vers 1894, quand Maurras était presque seul, sans Action française, sans autre appui, presque sans allié, mais déjà soucieux du mirage allemand et de l'invasion intellectuelle de l'État prussien, les hasards de la vie et de l'étude lui ayant laissé ignorer le texte des *Discours* de Fichte, vers 1894, disons-nous, un officier de notre armée coloniale, le capitaine Philippe, traduisit ces discours dans un petit volume paru chez Delagrave. Maurras le lut. Il y trouva les lumières qui lui avaient manqué, jusque-là, pour bien poser et traiter le problème allemand. Il le résuma dans un article de la *Revue encyclopédique Larousse*, il eut ainsi la chance d'émouvoir le Conseil municipal de Paris, alors radical bon teint, au point de le faire souscrire à 200 exemplaires de l'opuscule du capitaine qui le remercia dans une lettre que Maurras conserve précieusement.

Vers le même temps, une brochure du romaniste Édouard Koschwitz¹⁶, de Greifswald¹⁷, *Les Français pendant la guerre* (de 1870), traduite, je crois, par son auteur, vint permettre de mesurer en outre quels dégâts la doctrine de Fichte avait fait depuis quatre-vingts ans dans les meilleures têtes d'Allemagne. Ce double flambeau allumé à la fin du XIX^e siècle aida Maurras à exercer sa profession d'avertisseur et de metteur en garde, dont M. Carré se mêle un peu tard. Ainsi Maurras est-il le seul écrivain français qui ait mis l'accent sur certaines nuances.

Personne, exactement, que l'école de l'Action française, n'a marqué la curieuse coïncidence de l'espionnage intensif pratiqué par l'attaché militaire Schwartzkoppen, utilisant l'extraterritorialité de son ambassade, et des conversations diplomatiques engagées entre Berlin, Petersbourg et Paris pour nous attirer dans la rencontre de Kiel. Cette rencontre eut lieu le 18 juin 1895, la capture du bordereau à l'ambassade de la rue de Lille avait fait juger Dreyfus en novembre 1894. Et c'était aussi le moment où l'on procédait en grand secret à la construction du canon Deport (le canon de 75) que venait de choisir le général Mercier. Si donc l'autorité militaire française d'alors ne rejetait pas a priori l'idée d'avoir à en découdre avec une Allemagne candidate à notre alliance, l'autorité militaire allemande n'avait pas renoncé non plus à nous espionner lorsque son empereur nous tendait les bras.

Quand l'annonce de la condamnation de Dreyfus fit mettre en cause l'ambassade allemande, Berlin n'hésita point à lancer un véritable ultimatum qu'un démenti diplomatique adressé aux journaux suffit à calmer ; le même pas en avant, suivi du même pas en arrière, se répéta en janvier suivant à propos de la dégradation du traître et de ses aveux ; nos journaux avaient reparlé de l'ambassade, il s'en suivit que plusieurs ministres et le président de la République veillèrent fort avant dans la soirée, de nouveau prêts à lancer le cas échéant l'ordre de mobilisation.

Telles furent les deux « nuits historiques ». Et tels les accidents de la lune de miel négociée entre le tsar, le kaiser et la France. Leur premier caractère avait été un essai d'intimidation, le second la reculade quand le premier eut rencontré la fermeté. Ce jeu alternatif avait instruit l'Action française. Elle en avait déduit la nécessité urgente de se « durcir » et de se méfier, mais de se fortifier à proportion. Tout son programme de politique étrangère en était sorti.

¹⁶ Édouard Koschwitz, linguiste allemand, 1851–1904, bien connu de Maurras pour ses études sur la langue et la grammaire provençales. (N.D.É.)

¹⁷ Ville universitaire de Poméranie, sur la Baltique. Fondée au XIII^e siècle autour du monastère d'Eldena, ce fut en son temps une prospère cité hanséatique. Du temps de Koschwitz, elle ne comptait plus guère d'activité économique ou commerciale, mais brillait par son renom intellectuel. (N.D.É.)

En mars 1905, nous avons célébré le soixante-quinzième anniversaire de Fustel de Coulanges comme maître de la prophylaxie anti-allemande ; tout le pays légal se coalisa contre nous, depuis les libéraux bourgeois des *Débats* jusqu'aux socialistes de *L'Humanité*, sous l'impulsion du superpatriote Gabriel Monod déjà nommé et de tous ceux avec lui qui ne voulaient pas que la France fût sur ses gardes ni augmentât ses forces de terre et de mer, ni enfin se livrât à la « folie des armements ». Quelques jours plus tard, l'utilité des armements et de la défense apparut au sinistre bruit d'armes que répandit le discours de Guillaume II à Tanger. Ce fut la crise européenne et, comme dit André Tardieu, « l'humiliation sans précédent », la chute de M. Delcassé sur un froncement de sourcils de l'empereur allemand.

Alors et alors seulement commença-t-on à soupçonner de-ci de-là que l'Action française et Maurras ne se trompaient peut-être pas. Là commença la réaction nationaliste. « Temps confus », gémit M. Carré. En effet, le pays légal se rendormit. Seul M. Carré ne le fait pas voir. Pour 1907, il constate que le général Bailloud¹⁸ fut mis à pied pour avoir parlé de nos provinces perdues. Il ne dit pas qui le révoqua : Clemenceau. . . Ce grand patriote, perdu d'esprit démocratique, abolissait en même temps les décrets de Messidor et leurs préséances militaires destinées, depuis cent ans, à faire respecter l'armée française, notre unique bouclier contre l'invasion. En train d'humilier l'armée, le même Clemenceau mit aussi en mouvement toute sa police contre les premières manifestations du culte de Jeanne d'Arc dans les rues de Paris, et ce fut la justice de Clemenceau qui nous distribua, pour le même motif, quelques 10 000 jours de prison.

Confusion ! Oui ! Et même inversion ! Indubitablement, l'Action française et Maurras avaient empoisonné la France de ces *Jeannolâtries*, comme disaient les officiels. Il fallut l'avènement du Lorrain Poincaré en 1912 pour permettre aux Parisiens et aux Parisiennes de porter leurs bouquets à la Sainte de la patrie sans être bousculés ni emprisonnés. Ainsi fut préparée la température morale des quatre ans de l'autre guerre. Daudet, Bainville, Pujo, Maurras versèrent ce breuvage au pays. Pionniers de l'union sacrée, avec Poincaré, Barrès et de Mun, promoteurs de la Censure, ils furent les soutiens de tous les ministères, Steeg y compris, compris Briand, et finalement ils menèrent contre les défaitistes et les traîtres la campagne que termina victorieusement Clemenceau, mais qui avait été héroïquement commencée par le seul Daudet.

M. Carré voudrait-il en douter ? Il ne peut pas. Il est lié. Et de quel lien ? Le 26 janvier 1945, l'accusateur public de la Cour de Justice de Lyon, à pro-

¹⁸ Maurice Camille Bailloud, 1847–1921. Nommé général de division en 1901, il commande le 20^e corps d'armée au moment de sa révocation. (N.D.É.)

pos de ces actions de l'autre guerre, ne put se défendre d'appeler Maurras « *un grand citoyen, un grand patriote et un grand Français* ». Cela peut paraître excessif ; moins toutefois qu'*empoisonneur*. Sans vains superlatifs, Maurras n'a voulu être qu'un bon serviteur de la France, comme il l'a été, sans défaillance, de ces débuts de 1894 à 1918, de 1918 à 1944. Ses censures du « *mauvais traité* », ses critiques de l'évacuation de la Ruhr, de la Rhénanie, de la Sarre, ses appels au réarmement, avec les pages militaires de son journal où l'on préconisait les mêmes nouveautés que M. De Gaulle (sans le nommer pour ne pas le compromettre auprès de la démocratie), l'appui indirect que Maurras a donné à ce réformateur par ses amis du Cercle Fustel de Coulanges, qui, Henri Boegner en tête, organisèrent des conférences en faveur de *l'armée de métier* et des *divisions blindées*, voilà de quoi Maurras intoxiqua la France. On a bu la ciguë à moins.

Si M. Carré n'avait pas, suivant l'antique adage, oublié le vrai nom des choses (*vera rerum amisisti vocabula*), il qualifierait d'antidote une prédication et une propagande qui n'a manifesté aucun amour à la République, mais qui a fait toucher du doigt tout le poison que Marianne nous a versé.

De tout ce qui a fait vivre le parti de M. Carré, la France se meurt lentement, peut-être pour en venir à une fin plus brutale encore que celle de 1940.

Déjà sept fois depuis cent cinquante ans, le fléau de l'invasion s'est abattu sur le territoire, parce que l'État (impérial ou républicain) n'a pas fait son métier de garde-frontière et de veilleur sur le rempart. Cinquante-cinq ans ont couru de 1815 à 1870, quarante-quatre ans de 1870 à 1914, vingt-deux ans de 1918 à 1940. L'aggravation, l'accélération sont formelles. Depuis 1945, qu'est-ce que la paix extérieure ? Car la guerre intérieure n'a pas cessé, depuis les deux invasions surrogatoires, quoique amicales, de 1942 et de 1944 !

Devant ce spectacle, le livre de M. Carré ne trahit aucun étonnement. Peut-être qu'il ne le voit pas ! Il ne comprend certainement pas. On se demande s'il n'y a pas quelque chose de cassé ou de faussé en lui ; nerf de la connaissance ? instrument de la réflexion ?

À propos de Jacques Bainville et de ses prévisions splendides accompagnées d'explications éblouissantes, M. Carré emploie une épithète que notre ami n'eût pas manqué de ponctuer d'un sourire. Ces prévisions, dit-il, sont « *bouleversantes* ». Mais non, c'est tout le contraire, elles ne bouleversent pas, elles rassurent, raffermissent, remettent en place et d'aplomb, rendent la confiance dans la solidité des nœuds de la vie, elles raccrochent le fait à sa loi et à sa raison ; ainsi agissait le rayon bainvillien. Au moment des absurdes concessions d'Agadir, il n'y eut rien de « *bouleversant* » dans le calcul très rationnel que l'appétit de Teutobochus lui viendrait en mangeant. Bainville connaissait la malefaim de l'Allemand, et voilà tout. Au moment où l'on

adopta la politique de la Barrière et des palabres de Genève, il n'y eut rien de « bouleversant » à présumer qu'une meute, même nombreuse, d'épagneuls et de carlins tiendrait mal contre une panthère, fût-elle seule de son côté. Bainville savait comparer les forces et les tailles des animaux.

Devant l'institution du couloir polonais et ses répercussions certaines, Bainville ne fut nullement « bouleversé », il ne prétendit bouleverser personne en faisant prévoir le jeu naturel des lois de contiguïté en histoire et en géographie ; cette renaissance de la Pologne allait être le « *trait d'union* » des deux grands partageurs de l'ancien royaume. Aiguisée des intuitions du génie, aucune de ces vues de l'avenir européen ne s'était démunie de la lumière diaphane de leurs causes génératrices, chacune apparaissait avec ses raisons et ses preuves. Aussi bien ni M. Carré ni ses amis d'alors ne les contestaient. Seulement ils les couvraient et les dissimulaient, parfois à eux-mêmes, afin de pouvoir passer outre en toute commodité.

Ayant ainsi masqué ces vues de haut bon sens, ils voudraient leur donner aujourd'hui une couleur de découverte sensationnelle et dramatique qui leur est naturellement étrangère. Le pommier a porté ses pommes, et la vigne a donné son vin. Miracle, si l'on veut ! mais le miracle de l'ordre ! Cet ordre aurait été saisi si des volontés et des intérêts ennemis ne l'avaient pas voilé. Jacques Bainville aurait été écouté sans les manœuvres qui n'appartiennent pas au seul passé de M. Carré et de ses compagnons. Ils les emploient encore très largement, et c'est ce qui les prive de donner un regard utile à l'esprit et au sens du modèle bainvillien.

Un problème s'est cependant posé à eux, ils en conviennent. Les Français font sur l'Allemagne des erreurs qui étonnent M. Carré par ce qu'elles ont de profond, de durable et de renaissant. M. Carré les voit, il les montre même. Comment les résout-il ? Mieux vaudrait le silence que sa réponse en l'air. Au lieu de tenter de trouver, sous les faits qu'il vient de produire, leur raison, il les répète sous une autre forme en termes abstraits. Il y aurait selon lui entre l'Allemagne et nos intellectuels « un décalage, un retard de plusieurs années. Notre vision a été perpétuellement anachronique. . . nous ne sommes jamais à la page. Nous n'arrivons pas à suivre la marche du temps. Entre la réalité et l'image que nous en avons, le temps glisse, et il laisse devant nos yeux un écran. . . » (page IX). Et puis après ? Que nous vaut ce bavardage métaphorique ? *Quia est in eo virtus dormitiva*¹⁹. Il en a été ainsi. Peut-être en sera-t-il toujours ainsi ? « L'Allemagne change, mais nous vivons toujours ainsi sur la première image. » (page X). Ce n'est pas sérieux, car de Blücher en Bismarck, de Bismarck en Guillaume II, de Guillaume II en Hitler,

¹⁹ « C'est parce qu'il y a en lui une vertu dormitive. » Référence au 3^e interlude du *Malade imaginaire* de Molière. (N.D.É.)

si l'Allemagne a changé, ç'a été en allant toujours dans le même sens, elle a abondé de plus en plus en elle-même selon son type fichtéen de 1808. Mais nous ? « Nous vivons sur cette image parce que nous y tenons. » (page X). Si Jaurès a tenu à « son » Allemagne, cela n'est pas difficile à concevoir, mais la question n'est pas là. Elle est de savoir pourquoi, de toutes les Allemagnes imaginées par les Français, la vraie et la constante a toujours été écartée par tels et tels professeurs, par tels et tels orateurs démagogues, maîtres ou esclaves de l'État. Inutile de dire qu'à la vue de la vraie question, M. Carré se sauve au galop.

Il reste donc sans voix quand il se trouve en présence de faits contradictoires et patents qui attestent la clairvoyance définie d'un certain nombre d'esprits ; ils auraient dû convaincre leurs concitoyens, ils ne les ont qu'ébranlés. On n'a pas écouté Quinet. Pourquoi ? Il parlait avec compétence et beaucoup de lecteurs de gauche avaient confiance en lui. Heine et Musset²⁰ avaient la grâce d'état des poètes, avec leur charme conquérant. Ce qu'ils disaient de parfaitement juste sur l'Allemagne n'a pas assez agi non plus. Leur action s'est produite mais s'est arrêtée ; ou elle a été arrêtée. . . Or ceci, qui est clair, mériterait attention. Arrêtée, devant qui ? Quel public ? Quelle autorité ? Que leur manquait-il pour lui plaire ? Il aurait été utile de savoir quelle opposition, quelle contradiction nominative rencontrèrent Quinet, Heine, Musset. Qu'on relise les néants écrits et parlés de M. Carré. On n'y trouve rien qui mette sur la voie d'une demande d'explication un peu nette ; des mots, de pauvres mots. Pour avoir la mesure de leur inanité, il faut les comparer aux termes de psychologie et de mécanique lumineuse par lesquels Bainville jugeait le traité de 1919 « trop faible pour ce qu'il avait de dur » ou, de façon tout aussi lucide, le ramas de trente-six pays victorieux et discordants face à « *l'Allemagne d'autre part* ». C'est que Jacques Bainville n'a pas rejeté le procédé intellectuel dont il semble que M. Carré ait perdu même le soupçon ; la nature des choses, leur composition, principe de leur recherche et de leur découverte, leur causalité, leur raison ; raison thomiste, ou cartésienne, ou voltairienne, mais appliquée à l'expérience pour la déchiffrer, la contrôler, l'orienter. Cela ne ressemble en rien aux images peintes ou sonores, également vides, qui n'apprennent rien à M. Carré et achèvent de dérouter ses lecteurs.

Pas d'idéologie, dit-il. Mais pas d'idées non plus. Ayant trompé son public sur les faits, il le démunit de toute explication cohérente. Les Français ont subi le mirage allemand. Et ils l'ont ressubi. C'est comme ça parce que c'est

²⁰ M. Carré conte l'historiole de la composition du *Rhin allemand* de Musset sans prendre garde que c'est une fable. Elle a été forgée par le vicomte de Launay (alias M^{me} de Girardin). Paul de Musset l'a rectifiée dans la Biographie de son frère, parue en volume chez Charpentier-Fasquelle, 11 rue de Grenelle, à Paris. Le magasin de vente est au fond de la cour.

comme ça. Ce sera probablement toujours comme ça à moins que les Français ne mettent leur cœur à gauche ou s'appliquent « méthodiquement », comme il dit, à changer d'humeur. *Sic volo, sit pro ratione voluntas*²¹...

Le livre est donc manqué. Mais n'a-t-on pas voulu le manquer ? Il se pourrait en effet que l'infirmité de la thèse ne tînt pas au seul jugement de M. Carré mais surtout à la faiblesse, à la pauvreté de sa bonne foi, non plus seulement sur des points de détail ayant trait aux personnes, mais sur l'essentiel de l'ouvrage. Le sujet était de ceux qui devaient être traités. Il fallait qu'un livre osât l'aborder du sein du monde officiel. Mais il fallait aussi que, pour faire le moins de mal aux frères et amis, ce livre, conçu tout de travers, frappât tout à côté. C'est fait. Pas très bien fait. Même jugé du point de vue de la sûreté et des autres intérêts d'un parti, la réussite n'est pas brillante. Ne se fût-il agi que de garder et de couvrir tels pères et docteurs des trois ou quatre Mariannes ! *Les Écrivains français et le mirage allemand* ne composent qu'un parapluie des plus modestes. La vérité le crève déjà un peu. Il a suffi de quelques annotations rapides, imposant, en les motivant, des corrections auxquelles un historien loyal ne se fût jamais exposé.

²¹ « Je le veux ; que ma volonté tienne lieu de raison », locution latine. (N.D.É.)

